

Journée continentale d'action contre la gigantesque industrie extractive canadienne, le 1^{er} août 2012

Nous répondons à un appel fait par des communautés dans les pays du sud qui sont organisées et qui résistent aux pratiques d'exploitation et à la gigantesque industrie extractive des ressources. Les organisations ci-dessous, en solidarité avec les communautés gravement touchées par l'industrie extractive canadienne dans les Amériques appellent pour une journée continentale d'action le 1^{er} août 2012 afin d'exiger de mettre fin aux pratiques d'exploitation minière injuste.

La société civile ainsi que des communautés du Canada à l'Argentine mèneront des actions coordonnées, y compris des rassemblements, des manifestations, une couverture de la radio communautaire, des campagnes de rédaction de lettres et d'autres actions alternatives et novatrices de protestation devant les sièges sociaux des compagnies minières et les ambassades canadiennes à travers les Amériques.

Pourquoi le Canada ?

- 60% des sociétés minières cotées en bourse sont inscrites à la bourse de Toronto. Ces sociétés représentent plus de 3200 projets d'exploitation dans plus de 100 pays. Le Canada est le plus grand acteur dans le secteur de l'extraction des ressources dans les Amériques et totalise 37% de l'investissement total.
- Les marchés financiers canadiens à Toronto et à Vancouver sont la principale source mondiale de fonds propres pour les sociétés minières travaillant dans le domaine de l'exploration et du développement.
- Les opérations minières menées sur le sol canadien ont fortement eu un impact sur les territoires, les collectivités, et la vie. L'exploration des ressources les activités d'exploitation et d'exploitation ont entraîné des déplacements, des destructions généralisées des moyens de subsistance (compromettant l'eau et la sécurité alimentaire), ont causé des problèmes de santé à long terme, ont bafoué les territoires et les droits sacrés des autochtones, ont exacerbé les violations des droits humains en particulier dans des contextes de conflit interne, et ont contribué à la criminalisation des mineurs artisanaux, des syndicats et des militants écologistes et des militants communautaires . les explorations minières à grande échelle et les exploitations ont également conduit à une perte irréversible de la biodiversité.
- Malgré le fait que l'exploitation minière à grande échelle soit généralement présentée comme une force motrice du développement durable par les entreprises minières, les gouvernements à travers les Amériques et les institutions internationales comme la Banque mondiale, les impacts négatifs à long terme sur les peuples et les territoires contraste avec les vagues promesses d'emplois et de croissance économique et du développement nationaux.

Ce que nous exigeons :

Désinvestissement: Le gouvernement canadien devrait renoncer aux fonds publics provenant des industries d'extraction des ressources. (C'est-à-dire les fonds de pension investi dans GoldCorp et dans d'autres sociétés) et faire appel aux fonds publics pour qu'ils soient investis dans des programmes sociaux comme l'enseignement gratuit, les logements abordables et les soins de santé universel.

Règlementation: Le gouvernement canadien devrait permettre une législation qui établit des normes de responsabilité des entreprises pour les sociétés canadiennes actives à l'étranger. Ce projet de loi devrait pénaliser les sociétés liées à des violations des droits humains et devrait permettre aux ressortissants étrangers d'engager des poursuites en dommages-intérêts devant les tribunaux canadiens (projets de loi C-300 et C-323).

Interdire la complicité: Arrêter l'utilisation des institutions publiques pour aider à faire des campagnes de publicités d'envergure menées par les entreprises d'extraction de ressources (comme le Musée d'Histoire Naturelle à Ottawa, l'Université Simon Fraser, l'Université de Toronto, l'Université de York, des projets financés par l'ACDI tels que l'initiative Devonshire.

Mécanismes de consentement communautaires contraignants: les gouvernements et les tribunaux de la région respectent et adhèrent à la reconnaissance internationale du droit de consentement préalable libre et éclairé des communautés autochtones.

La population avant les profits: mettre fin aux accords de libre-échange et les traités bilatéraux d'investissement qui consacrent le droit des sociétés sur les citoyens et les communautés.

Si votre organisation souhaite signer et participer à des actions, merci de contacter rurbano@hotmail.com ou consulter notre site web [LACSN](#) ou la [page facebook](#)

Liste des organisations participantes :

Alternatives - Montréal – Québec

Alerta Minera Canadá – Ottawa, Canadá

Asociación Latinoamericana de Estudiantes de Derecho de la Universidad de Ottawa-Canadá

Asociación Regional Centroamericana para el Agua y el Ambiente (ARCA) – San José, Costa Rica

Alianza de Solidaridad y Accion por Colombia – Toronto, Canadá

Derechos en Accion - Washington DC, Estados Unidos

Centro de Investigación y Formación de los Movimientos Sociales Latinoamericanos - Buenos Aires, Argentina

Círculo Bolivariano Louis Riel – Toronto, Canadá

Coordinación Juventud Alianza País - San Juan, República Dominicana

Comité para los Derechos Humanos en América Latina - Montréal – Québec
Comité por la Defensa del Agua y del Páramo de Santurbán - Colombia
Corporación para el Desarrollo del Oriente (COMPROMISO) – Colombia
Corporación para la Educación, el Desarrollo y la Investigación Popular (CEDINS) -
Instituto Nacional Sindical – Bogotá, Colombia
De Paz con Dignidad – Madrid, España
El Equipo de Educación Popular Pañuelos en Rebeldía - Rosario, Argentina
El Grito de los Excluidos Continental - Río de Janeiro- Brasil
El Proyecto de Acompañamiento y Solidaridad con Colombia (PASC) – Montréal,
Québec
Equipo Jurídico Pueblos - Bucaramanga, Colombia
Fuerza Raíz: Demoliendo el Colonialismo desde su base - Arizona, Estados Unidos
Foro Ciudadano de Participación por la Justicia y los Derechos Humanos- Buenos
Aires, Argentina
Fronteras Comunes – Canadá
Grupo de Trabajo Solidaridad con Guatemala - Hamilton, Canadá
La Coalición de Sindicalistas Latinoamericanos en Ontario – Toronto, Canadá
La Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas (CAOI) - Peru, Lima
La Brigada Cimarrona Sebastián Lemba – Santo Domingo, la Rep. Dominicana
La Mesa Nacional Frente a la Minería Metalica en El Salvador - El Salvador
La Red Colombiana Frente a la Gran Minería Transnacional (RECLAME)- Bogotá,
Colombia
La Red Mexicana de Acción por el Agua (FANMEX) – D.F, Mexico
La Red Mexicana de Afectados por la Minería – DF, Mexico
La Red Rompiendo el Silencio en Guatemala - Provincias Marítimas, Canadá
La Unión Sindical Obrera de la Industria del Petroleo (USO) - Bogotá, Colombia
La Unión de Asambleas Ciudadanas (UAC) - Buenos Aires, Argentina
Lavaca - Buenos Aires, Argentina
Medio Ambiente y Sociedad, A.C - Baja California Sur, México
Mingas de las Américas - Nueva York, Estados Unidos
Observatorio de Multinationales en América Latina (OMAL) - Madrid, España
Plataforma Interamericana de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo – Quito,
Ecuador
Project Accompagnement Québec - Guatemala (PAQG) - Montréal – Québec
Red Centroamericana de Acción del Agua (FANCA) - San José, Costa Rica
Red Contra la Minería Injusta (MISN) – Toronto, Canadá
Red de Solidaridad Latinoamericana y del Caribe (LACSN) – Toronto, Canadá
Red Nacional de Acción Ecologista - Buenos Aires, Argentina
Red Sudamericana de Acción por el Agua (FANAS) - Buenos Aires, Argentina
Sindicato Metalúrgico de Canadá, Toronto
Sindicato Nacional de Trabajadores de la Industria del Carbón (SINTRACARBON),
Bogotá, Colombia
Solidaridad con Bolivia de Toronto – Toronto, Canadá
Universidad de la Tierra en Puebla - Puebla, México